

BARIBEAU, Claude, *La seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854 : Le rôle économique et social du seigneur.* Hull, Éditions Asticou, 1983. 166 p. 10,95 \$.

Christian Dessureault

Volume 38, Number 2, Fall 1984

Bourgeoisies et Petites Bourgeoisies

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304263ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304263ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dessureault, C. (1984). Review of [BARIBEAU, Claude, *La seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854 : Le rôle économique et social du seigneur.* Hull, Éditions Asticou, 1983. 166 p. 10,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38(2), 255-256. <https://doi.org/10.7202/304263ar>

COMPTES RENDUS

BARIBEAU, Claude. *La seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854: Le rôle économique et social du seigneur*. Hull, Éditions Asticou, 1983. 166 p. 10.95\$

Comme le souligne Fernand Ouellet dans la préface, ce livre «est une contribution originale à un type d'histoire locale et régionale qui prend en charge et les intègre d'une façon efficace les perspectives démographiques, économiques et sociales» (p. 13). À ce titre, l'auteur se montre soucieux d'aborder dans le cadre d'une monographie seigneuriale ces différents aspects de la réalité historique. Il nous présente la seigneurie de la Petite-Nation, dans la première moitié du XIX^e siècle, comme une région de colonisation périphérique marquée par une économie de type agro-forestier. Sa préoccupation centrale demeure cependant de saisir le rôle économique et social du seigneur dans cette société rurale en formation. À cette fin, il examine trois champs de l'intervention seigneuriale: le peuplement, l'occupation du sol et l'utilisation des ressources économiques, dont les deux premiers se recourent plutôt fortement. Dans un dernier chapitre, il tente de déterminer le pouvoir social du seigneur dans la communauté locale de la Petite-Nation.

Dans chacune des parties de son étude, l'A. utilise tour à tour un appareil quantitatif relativement lourd qu'il manie avec un certain succès, surtout pour les questions démographiques, et une documentation qualitative, composée principalement de la correspondance et des papiers seigneuriaux de la famille Papineau, qui étaient et rendent vivante sa démonstration. Toutefois, au chapitre I, on comprend mal l'articulation entre l'analyse approfondie des mécanismes démographiques et la recherche plus précise du rôle des seigneurs dans le peuplement de leur fief. De la même manière, dans le troisième chapitre, le long développement sur la typologie différentielle des producteurs agricoles selon l'origine ethnique apporte peu à une argumentation visant à démontrer l'utilisation par le seigneur des ressources économiques régionales.

Par ailleurs, le lecteur ne peut manquer de noter l'ambivalence de l'approche conceptuelle de l'A. sur la seigneurie et sur le seigneur. D'une part, l'A. emprunte à certains travaux récents sur le régime seigneurial une définition économique de la seigneurie où celle-ci est caractérisée d'après l'origine domaniale ou féodale de ses revenus. D'autre part, il se réfère surtout, au niveau de l'interprétation, au schéma libéral selon lequel la mentalité du seigneur détermine vraiment la nature capitaliste ou féodale d'une seigneurie. Au fil de l'ouvrage, les Papineau sont décrits comme des seigneurs «aux meilleures traditions nobiliaires» (p. 22). L'acquisition de la Petite-Nation répondait «davantage à des considérations sociales qu'au désir de spéculer» (p. 149). L'A. les oppose en cela à d'hypothétiques seigneurs capitalistes qui auraient exploité leurs fiefs dans la perspective de réaliser le maximum de profits.

[255]

Pourtant, la volonté des Papineau de bénéficier économiquement de leurs privilèges seigneuriaux transparaît fortement dans ce livre. Dans les deux premiers chapitres, l'A. les présente d'ailleurs comme des promoteurs du peuplement et de la colonisation qui agissent non pas en tant qu'agents ou fonctionnaires de l'État, mais en fonction de leurs propres intérêts. Ils «misent sur la multiplication des hommes pour accroître leurs revenus» (p. 80) autant fonciers que forestiers. L'A. dévoile également la vigilance seigneuriale dans la fixation des conditions d'acensement et dans la perception des droits et des arrérages seigneuriaux. Rentiers du sol dans une région plutôt pauvre, les Papineau se transforment même, à l'occasion, en importateurs et en marchands de grains à la Petite-Nation dans les années où les colons ne peuvent se suffire à eux-mêmes (p. 83). Au début, les seigneurs exploitent des chantiers de coupe de bois et des moulins à scie. Par la suite, ils continuent à investir dans la construction et dans la réparation de ces petites entreprises de sciage, mais ils les louent alors à des marchands de bois de la région ou de l'extérieur. À ce sujet, l'A. qualifie les seigneurs de «rentiers» de l'exploitation forestière. Si, à notre avis, leurs revenus dans le secteur du sciage conservent une nature féodale en raison du monopole seigneurial, ils ne peuvent toutefois être assimilés à une simple rente sur l'exploitation forestière puisque les Papineau y engagent directement des capitaux. En somme, la notion de revenus féodaux de l'A. apparaît tributaire d'un présupposé sur la passivité relative des Papineau dans l'exploitation de leur seigneurie.

Malgré ces quelques restrictions, nous considérons l'ouvrage de Claude Baribeau comme un apport intéressant tant pour l'histoire régionale de l'Outaouais que pour une meilleure connaissance du régime seigneurial canadien et de personnages historiques aussi marquants pour le Québec de la première moitié du XIX^e siècle que Joseph et Louis-Joseph Papineau.